

Au ministère de l'Instruction publique

L'École des langues

Il faut féliciter le ministère de l'Instruction publique : il vient, du moins le croit-il, d'accomplir une œuvre digne de félicitations. Le ministère possède désormais un journal officiel, et dans ce journal, des écrivains « officiels » chargés de le défendre et de le glorifier — bien qu'ils ne méritent, derrière leurs titres et leurs épithètes chatoyantes, guère plus que ces mêmes ornements ne dissimulent.

Le ministère a donc son organe propre, mais cet organe lui nuit plus qu'il ne le sert. Il l'encense à tort et à travers, sans souci de vérité ni d'utilité, sans même préserver la dignité — ni la sienne, ni celle du ministère. Il semble se complaire à devenir, avec son protecteur, la risée du public.

Avez-vous lu ce que publia *Al-Muqattam* lorsqu'il annonça les résultats des examens dans les écoles normales primaires ? Le journal prétendait que le mérite de ce brillant succès revenait à tel fonctionnaire du ministère, le comblant d'éloges, mérités pour une part, immérités pour le reste. Mais il oubliait — ou feignait d'oublier — que ce fonctionnaire avait été muté la veille même vers un autre service, sans avoir eu le temps d'exercer la moindre influence, bonne ou mauvaise, sur ce succès.

Et avez-vous lu les effusions d'*Al-Muqattam* lors de la publication des résultats du certificat d'aptitude ? Les louanges furent si généreusement distribuées qu'elles atteignirent jusqu'à ceux qui n'avaient, de près ni de loin, rien à voir avec l'enseignement. On célébra les présidents des jurys, les employés du ministère, les correcteurs — toute la hiérarchie jusqu'au dernier échelon. De la sorte, le ministère de l'Instruction publique obtient à volonté l'éloge qu'il désire, sans se préoccuper de savoir si cet éloge est fondé ou usurpé, sérieux ou bouffon. Seul compte l'écho flatteur dans la presse, tout comme ces anciens notables illettrés qui, jadis, se plaisaient à acheter des compliments.

Voilà donc où en est arrivé le ministère de l'Instruction publique en Égypte : il achète la louange, fût-ce au prix du ridicule. Comment espérer d'un tel ministère qu'il dirige l'éducation avec sérieux et fécondité, quand il préfère la flatterie à la vérité, l'apparence à l'œuvre ?

Le ministère a donc son journal officiel, qui le défend et le vante. Et il accorde à ce journal et à ses rédacteurs attitrés des privilèges, l'accès à des confidences refusées aux autres journaux et aux autres écrivains, car ces derniers pourraient aimer la vérité, modérer leurs compliments, ou s'incliner vers la critique. On leur promet des déclarations qui ne viennent jamais ; ils sollicitent des précisions, on ne leur répond pas. Après tout, les directeurs du ministère sont des hommes ; ils partagent avec les autres hommes leurs faiblesses et leurs défaillances.

Ainsi le ministère confie ses secrets à son organe officiel et à ses plumes soumises, qui publient des « communiqués quasi officiels » pour réfuter les critiques. Nous avons lu dans *Al-Muqattam* le prétendu « historique » de l'École des langues : les discussions, les réunions dans le bureau du ministre, les décisions adoptées — tout cela narré sur le ton assuré de celui qui parle avec révélation. Et pourtant, malgré cette assurance, nous doutons de la véracité de ce récit. Nous croyons fermement que le directeur du Service des Antiquités égyptiennes ne

partage pas l'avis du ministère, ni celui de Kamâl Pacha, sur la façon stérile dont on prétend enseigner les hiéroglyphes.

Qu'on nous prouve le contraire ! Que le ministère nous assure que les spécialistes se sont, avec lui, égarés dans cette erreur et qu'ils ont décidé que la langue des Pharaons doit être enseignée en Égypte de manière aussi absurde. Si tel est le cas, nous n'hésiterons pas à dire que le directeur des Antiquités, tout comme le ministère, s'est fourvoyé, professant deux opinions contradictoires : l'une exprimée dans le rapport de l'Université royale, l'autre lors de cette récente réunion.

Mais la conduite du ministère ne s'arrête pas là. Il ne se contente pas de se défendre : il se fait en outre le défenseur de Kamâl Pacha, comme si quelqu'un l'avait attaqué ou diffamé. Et ce zèle, loin de servir sa cause, lui porte préjudice : il sème des allusions malveillantes contre les savants français — *Mariette, Maspero* et d'autres — qui ont fondé la science de l'égyptologie et organisé le musée du Caire. De telles insinuations n'honorent ni ceux qui les profèrent ni ceux qui les tolèrent, surtout en ces temps.

Le ministère ne s'en tient pas là encore : il introduit jusque parmi les Égyptiens des distinctions mesquines. Il voudrait nous persuader — ou plutôt ses trompettes voudraient le faire — que Kamâl Pacha a rendu d'immenses services à la patrie, qu'il a formé des élèves dont l'Égypte peut s'enorgueillir. Mais qui donc a nié les mérites de Kamâl ? Personne. Seulement, on attribue à ses élèves des travaux qu'eux-mêmes ne revendiquent pas. Ils reconnaissent avoir collaboré à des traductions et des ouvrages avec d'autres chercheurs qui n'ont pas appris ni les hiéroglyphes ni l'archéologie auprès de Kamâl.

On fait dériver de son enseignement unique des succès que ses disciples eux-mêmes rapportent à leurs deux années d'apprentissage au musée, où ils ont reçu d'autres maîtres une méthode solide : celle qui leur a appris à lire les hiéroglyphes en étudiant les monuments mêmes. C'est cette méthode du musée que nous voulons voir adoptée dans la future École des antiquités : qu'on y enseigne la langue et l'archéologie conjointement.

Voilà ce que nous demandons : que l'École des antiquités prenne pour modèle le musée, qu'elle s'y établisse, et non à l'École normale. C'est là notre souhait ; le ministère, lui, en nourrit un autre. Il suivra peut-être son idée, mais sa persévérance n'y changera rien : son école nouvelle sera aussi vaine et stérile que les précédentes.

Nous persistons : le ministère de l'Instruction publique a échoué, et Kamâl Pacha avec lui, dans l'enseignement des hiéroglyphes. À quoi bon recommencer l'échec ? Le ministère s'est appliqué à une seule époque — celle des Pharaons — et a négligé toutes les autres, en particulier celle de l'Islam. Et même cette attention au passé pharaonique demeure incomplète, donc inutile. Quant à l'époque musulmane, à son art, à sa grandeur, tout cela mérite au moins la même sollicitude, fût-elle imparfaite.

Pourquoi, demandons-nous au ministère, cette hâte à enseigner les hiéroglyphes, et ce silence absolu sur les antiquités islamiques ? Diront-ils : *le tumulte soulevé par la découverte de Toutankhamon* ? Mais le ministère, comme les autres, ne s'en est guère soucié. Ces trésors sont exposés au musée, et jamais ils n'ont reçu la moindre visite officielle — si ce n'est celle du maréchal Allenby et de son épouse !

Pendant ce temps, des monuments islamiques d'une valeur considérable ont été mis au jour, suscitant l'intérêt de l'Europe et de l'Égypte elle-même. Et celui qui les a découverts n'est ni anglais ni étranger : c'est un Égyptien, comme vous et moi — 'Alî Bey Bahgat, non Carter ni Carnarvon. Ce fut *al-Fostat* qu'on retrouva ; des livres lui furent consacrés, lus et étudiés par les Européens, tandis que nous autres Égyptiens les ignorons totalement. Quelle ignorance plus profonde que celle-ci : que ces ouvrages, écrits en français, imprimés en Europe, n'aient jamais été traduits dans notre langue !

Or ces livres ont une valeur scientifique et artistique incontestable. Qu'a fait le ministère pour les faire connaître ? Leur traduction et leur diffusion en arabe coûteraient dix fois moins que l'impression du dictionnaire de Kamâl Pacha — dont la valeur scientifique reste à démontrer.

Nous le redisons : pourquoi tant de zèle pour l'un, et tant de négligence pour l'autre ? Nous ne croyons pas que ce mépris apparent des antiquités islamiques vienne d'une hostilité, mais d'un double travers : l'étroitesse d'esprit, et l'exploitation du sentiment public. L'étroitesse d'esprit, parce que la vision du ministère est trop bornée pour concevoir la création d'une École **générale** des antiquités embrassant toutes les époques de l'histoire égyptienne. Et l'exploitation du sentiment public, parce que les fouilles récentes ont ému la population, avide de voir son gouvernement s'y intéresser. Le ministère exploite cette émotion pour se dire fidèle à la volonté nationale et serviteur de l'intérêt public.

Mais le peuple sait bien que servir la volonté nationale, ce n'est pas la travestir ; que servir l'intérêt du pays, c'est le faire pleinement, non à moitié. Si donc, Monsieur le Ministre, vous désirez sincèrement répondre à cette volonté, si vous souhaitez honorer l'art et les antiquités de l'Égypte, faites-le comme il se doit : fondez une **École générale des antiquités**, dirigée par des savants compétents, enseignée par des spécialistes, ouverte à ceux qui veulent s'y consacrer et à ceux qui veulent y apprendre l'histoire, l'art et la gloire de leur patrie.

Qu'elle soit cette école — et non un simple « cours d'hiéroglyphes » suivi d'une visite au musée dans l'après-midi. Ce serait là un jeu d'illusions, une tromperie infligée aux esprits et aux citoyens.

Et permettez, Monsieur le Ministre, qu'on vous le rappelle encore : avant d'élever l'édifice, posez-en les fondations. Créez d'abord un **département des beaux-arts et des lettres**, confiez-le à des spécialistes, puis chargez-les d'établir cette École des antiquités. Alors seulement vous ferez œuvre utile, alors seulement vous trouverez la voie du bon sens.

Ṭāhā Ḥusayn
As-Siyāsa, 16 juillet 1923